

EDITORIAL

Agir faits et chiffres à l'appui



Daniel
Thiéba,
président
du GRAF

Comment influencer les politiques sur les questions foncières, comme inscrit dans le mandat du GRAF, si l'organisation ne dispose pas de données quantitatives et qualitatives fiables sur le foncier? C'est tout l'enjeu du programme du suivi des indicateurs sur le foncier, structuré autour de deux importantes activités :

- actualiser les données à la lumière de certains indicateurs ;

- interpellier les pouvoirs publics à l'avance sur la pertinence des politiques et la stratégie de mise en œuvre.

Actuellement, le GRAF se trouve relativement désarmé. Certes, il existe des données quantitatives sur l'efficacité des actions publiques en matière du foncier, collectées par le ministère chargé de l'Agriculture et l'Institut national de la statistique et de la démographie (INSD). Mais ces informations ne font pas un point systématisé sur le foncier.

L'objectif stratégique du Programme de suivi des indicateurs est de renforcer la capacité de la société civile. Il exprime la volonté d'une opinion publique désireuse de juger l'action gouvernementale et de faire valoir son opinion en matière de choix budgétaires (vote/priorité et engagement sur les résultats ; contrôle de l'exécution). Concernant la question foncière, ce droit de regard citoyen porte sur l'accessibilité au foncier, la sécurisation foncière, la gestion des conflits ...

Les indicateurs faisant l'objet de suivi ont été retenus sur la base des critères suivants :

PROGRAMME DES INDICATEURS SUR LE FONCIER DU GRAF

Des faits et des chiffres

La profusion d'informations sur le foncier ne fait aucun doute. Par contre, les données statistiques pour documenter différents thèmes sur la question font défaut. Le programme des indicateurs sur le foncier rural mis en œuvre par le GRAF tente de combler cette lacune. A la fin de sa première phase, ce programme présente des résultats inédits, à défaut d'être scientifiques.



Comment faire efficacement du plaidoyer, du lobbying pour d'une part influencer les politiques et d'autre part renforcer les organisations paysannes sans disposer de données fiables ? De nombreuses organisations de la société civile, qui se veulent porteuses de changement, font davantage appel à l'émotion, se contentant d'affirmations peu étayées par des données chiffrées. Par exemple, on entend souvent dire : " les femmes n'ont pas accès à la terre ou exploitent des parcelles de mauvaise qualité ". Des considérations similaires qui finissent par passer pour des évidences, circulent sur les migrants, les pasteurs, les nouveaux acteurs, etc. Le GRAF rompt avec cette approche en constituant une base de données statistiques.

Outre sa propre connaissance des phé-

nomènes relatifs au foncier et à leur évolution, l'organisation se donne aussi les moyens, grâce à ce programme, de renforcer les capacités des organisations paysannes (OP). Car celles-ci sont faiblement impliquées dans les politiques nationales qui les concernent, faute d'arguments clairs ou pertinents.

Les résultats disponibles à ce jour laissent percevoir une proportion plus faible de femmes satisfaites de leur portion de terre par rapport aux hommes.

Mais le taux de satisfaction de la qualité de la terre est seulement de 50% aussi bien pour les hommes que les femmes. De façon indifférenciée, près de 72% des hommes et femmes jugent l'avenir peu rassurant, avec un accès de plus en plus difficile à la terre. En cause : la démographie, la baisse de la fertilité, la

Lire la suite de l'article, page 8

S . o . m . m . a . i . r . e

▲ PDLO : sécurisation foncière et approche participative2-3

▲ Portraits : Vincent Basserie, Geke Appeldoorn, Hermann Grell 4-5

▲ Points de vue : les indicateurs sur le foncier 6-7

▲ La parole à Daniel Blais, Oxfam Solidarité Belgique 8

PDLO

La sécurisation foncière par la participation locale

A Padéma, dans l'Ouest du Burkina, les ressources naturelles subissent une forte pression. En cause : une exploitation effrénée, elle-même due aux intérêts divergents d'exploitants qui s'opposent quand ils ne sont pas au bord de l'affrontement. Le Programme de Développement local de l'Ouest (PDLO) tente de trouver des solutions à ces tensions en privilégiant, entre autres approches, la participation des populations. M. Ouattara Brahima Zié, responsable du foncier au PDLO, nous en dit plus.

Quels sont les problèmes liés au foncier dans la zone de Padéma ? Qui sont les protagonistes et qu'est-ce qui les oppose ?

On a deux problématiques essentielles : une insécurité foncière liée à une remise en cause des anciens accords entre autochtones et migrants et une instabilité foncière vécue par tous ceux, allochtones et autochtones, qui ne sont pas détenteurs de parcelles et qui en empruntent pour survenir à leurs besoins. Cela débouche sur divers types de conflits. On note les conflits récurrents liés aux dégâts d'animaux. Ils opposent agriculteurs et éleveurs. La gestion des ligneux et de leurs fruits : tamarin, karité, néré, kapok, occasionne elle aussi des tensions. Elles opposent généralement les propriétaires des champs aux femmes qui exploitent ces fruits. Le troisième type de conflit met aux prises les autochtones et les allochtones. Du fait de la valeur économique de la terre, on assiste à une remise en cause des accords. Mais en réalité, il n'y a aucune raison fondamentale pour retirer la terre à un migrant. L'autochtone procède à un chantage visant à mettre le champ en location ou à le retirer pour un autre par intérêt. On note enfin les conflits opposant les migrants de première génération à ceux de la deuxième vague.

Il s'agit plus de tensions et d'incompréhensions. En réalité, le dialogue fait défaut, car celui qui se sent spolié ne dispose pas de voie de recours. Les mécanismes traditionnels qui existaient

ne fonctionnent plus bien. Avant c'était le chef coutumier qui résolvait ces problèmes et tous lui reconnaissent une valeur. Mais aujourd'hui si ces voies de recours existent, elles ne sont plus efficaces ni fonctionnelles. L'introduction de la culture du coton a entraîné beaucoup de mutations dans la gestion coutumière de la terre.

Quel rapport établir entre la culture cotonnière et la problématique foncière ?

La décennie 80 est marquée par le boom cotonnier dans la zone. Les techniques enseignées ont été mal assimilées par les producteurs qui ont faussement compris qu'il faut avoir une grande superficie pour faire de bonnes récoltes. Dès lors, c'est la course à l'occupation de l'espace. Conséquence : les ressources naturelles se dégradent, car beaucoup de producteurs n'arrivent pas à faire des aménagements conséquents de restauration des sols. Du fait de leur insécurité foncière, ils évitent les investissements coûteux de restauration des sols.

Comment peut-on alors assurer la sécurisation foncière en milieu rural en faisant participer les populations ?

Il faut donner la parole aux acteurs concernés par le foncier. C'est à eux de trouver des solutions à leurs problèmes. Nous devons seulement faire en sorte que ces solutions soient conformes aux textes légaux sur le foncier. Tel est notre rôle d'animateur : apprendre et donner l'information aux populations. Grâce à la photographie aérienne, on s'aperçoit



M. Ouattara Brahima Zié, responsable du foncier au PDLO

que le terroir de Padéma n'est pas aussi saturé qu'on le croit. Il reste de la place et il faut redimensionner les parcelles. Mais pour cela, il faut donner la parole aux gens, mener une véritable négociation, faire de la médiation. Des comités de recensement agricole seront installés dans 2 ans et chacun aura un document le sécurisant sur sa parcelle.

Comment peut-on aplanir les tensions liées au foncier par la participation ?

Il faut d'abord mettre les populations en avant sans distinction d'ethnie. Il faut susciter la confiance réciproque entre toutes les parties afin qu'elles s'expriment. Un conflit qui oppose un migrant à un autochtone concerne toute la communauté. De façon stratégique, nous nous sommes appuyés sur l'administration et les coutumiers, seuls en mesure de parler du foncier. Après, nous avons négocié pour élargir notre base de dialogue. Par la suite, nous avons fait le point des droits et pratiques courants, les cas de conflits et les mécanismes existants de gestion de conflits ainsi que les mutations qu'ont subies les coutumes locales. Toutes ces informations ont été restituées aux populations, qui ont érigé des groupes de réflexion avec lesquels nous menons des animations. Les propositions en matière de sécurisation foncière des groupes de réflexion sont restituées et validées, confirmées ou légitimées par les populations. Celles-ci ont

défini des critères pour être membres du groupe. Il s'agit de l'appartenance lignagère c'est-à-dire tous les lignages autochtones, les lignages fondateurs. Il fallait aussi que chaque communauté ethnique soit représentée. Enfin, les ex délégués villageois, les chefs de terre et les membres de la sous commission foncière des CVGT en font partie.

Et les femmes ?

Les femmes n'y sont pas parce que lorsque nous sommes arrivés, elles n'étaient pas conscientisées aux questions foncières. Mais après 2 ans de fonctionnement, deux femmes prennent part aux rencontres du groupe de réflexion. L'initiative de les intégrer est venue des hommes. Pour l'instant, elles assistent sans prendre la parole. Pourtant bien des problématiques liées au foncier les interpellent.

Quelles ont été les difficultés rencontrées pour faire participer les populations ?

Au début, nous avons eu des problèmes pour faire circuler l'information. Nous avons alors enregistré des cas de défections et des rendez-vous manqués. Mais depuis que les groupes de réflexion existent, les choses ont changé. En effet, ce sont des groupes réduits, comprenant 5 à 11 personnes suivant les villages. De ce fait, l'information circule aisément.

Pensez-vous que les populations pourront être autonomes et pérenniser le projet sans votre aide ?

Certains groupes de réflexion, de leurs propres initiatives, sont arrivés à apaiser des situations de conflits. Ils n'ont pas demandé notre soutien. Le peu de dialogue que nous avons créé dans le département leur a suffi. C'est la preuve que les populations pourront s'assumer et résoudre leurs problèmes une fois le projet terminé. Cette année, (en 2006, ndlr), quand nous aurons ensemble concrétisé le recensement foncier et la mise en place des structures de gestion du foncier, les acteurs locaux seront autonomes. La participation des acteurs locaux garantit la sécurisation foncière. ●

COHABITATION AVEC LES AGROBUSINESSMEN

Valider les accords locaux pour la sécurisation foncière

Une crainte traverse tous les acteurs locaux : la cohabitation avec les agro-businessmen, grands producteurs aux grands moyens. Seule une validation des conventions locales par l'Etat, peut garantir une sécurisation foncière. Nata Traoré, consultant et formateur, analyse la situation.

« **L**a RAF est un carcan rigide, qui empêche toute initiative et se borne à affirmer la puissance publique qui fait de la terre sa propriété (...) les situations décrites par la RAF sont dépassées par rapport aux réalités du terrain » analyse Nata Traoré. Au contraire, l'opération pilote de sécurisation foncière part des dynamiques locales et mise sur l'implication des populations pour inventer des solutions locales propres à leurs réalités. Ces enjeux sont bien compris par les membres des groupes de réflexion qui s'impliquent dans la résolution des conflits et la recherche de solution aux problèmes fonciers du village. Cependant, les populations craignent toujours les agro-businessmen perçus comme personnes disposant d'énormes moyens et bénéficiant d'appuis politiques au plan national. Même s'ils reconnaissent l'importance des agro-businessmen dans la quête de l'autosuffisance alimentaire, ils s'inquiètent de leur arrivée qui se fait généralement à leur détriment.

La crainte de la spoliation

Dans la zone de Padéma, les producteurs estiment qu'il ne reste plus de place pour les agro-businessmen. Aussi s'attachent-ils principalement à gérer la coexistence entre agriculteurs et éleveurs. Des accords doivent être trouvés



Nata Traoré, animant un atelier avec les producteurs à Padéma.

pour mettre en place des couloirs pastoraux et des espaces de refuge pour le bétail. Mais, tout comme ils craignent la spoliation de terres par les agro-businessmen, les producteurs s'interrogent sur la validité des accords conclus localement. Nata Traoré rapporte leur souhait : « Ils veulent être soutenus par l'Etat. De telle sorte que des individus bénéficiant d'appuis extérieurs ne viennent pas fouler aux pieds ces accords locaux. Ils veulent donc que ces accords aient force de loi s'imposant à tous sur l'espace communautaire ». Ainsi, que ce soit sur les parcelles individuelles que sur les espaces communautaires, il est essentiel que l'Etat sécurise les producteurs par la reconnaissance des droits actuels et des conventions locales quelle que soit leur nature. Il doit également renforcer les institutions locales de gestion des ressources naturelles. Ainsi, tous les acteurs : petits producteurs, agro-businessmen et éleveurs, pourront être sécurisés sur leurs espaces de production sans avoir recours à des subterfuges pour annexer des terres. ●

VINCENT BASSERIE, GEKE APPELDOORN ET HERMANN GRELL

Pour services rendus

En reconnaissance de leur engagement aux côtés du GRAF, l'organisation rend hommage à trois de ses membres et sympathisants dont le mandat prend fin au Burkina. Vincent Basserie, Geke Appeldoorn et Hermann Grell rejoignent d'autres postes mais leur cœur reste au Burkina. Le GRAF leur souhaite plein succès dans leurs nouvelles occupations.

VINCENT BASSERIE

Un citoyen du monde foncièrement engagé

Il n'est pas Zorro encore moins José Bové. Tout en discrétion et en efficacité, Vincent Basserie, un Français installé depuis cinq ans au Burkina, prend une part active aux débats sur le foncier aux côtés de la société civile. Membre du GRAF depuis les premiers balbutiements de l'organisation, sa mission au Burkina prend fin, mais pas son engagement en faveur d'un foncier sécurisé, condition indispensable du développement.

Tout en Vincent Basserie le prédestinait à exercer au Sahel. Elancé et mince, il passerait facilement pour un Peul, le teint et l'accent en moins. Il sait aussi faire valoir son point de vue sans s'afficher. L'histoire de ce fin connaisseur du foncier avec l'Afrique, commence en 1996 avec un mémoire de fin d'étude sur la problématique foncière du sud-ouest de Madagascar. Il travaille ensuite deux ans au Plan Foncier Rural de Côté d'Ivoire. Lors des deux années suivantes, il enchaîne les missions sur le foncier dans de nombreux pays africains. En 2000, commence son idylle burkinabé. Au ministère de l'agriculture, où il est détaché, il fait bénéficier le pays de son expertise, à travers un appui institutionnel pour un renouvellement du traitement des questions foncières au niveau central. Vaste programme qui interpelle la société civile. Mais « à la différence de l'Afrique australe, dans l'Ouest du continent, la société civile s'implique peu dans les questions foncières », constate Vincent, un peu déçu. Quand échoue une initiative de mise en place d'un observatoire national du foncier au Burkina Faso, en 1999, à l'initiative du Comité Inter-Etats de Lutte



contre la Sécheresse dans le Sahel (CILSS), Hubert Ouédraogo, entouré d'un noyau de personnes met en place le Groupe de recherche et d'action sur le foncier (GRAF). Dès son arrivée au Faso, Vincent rejoint le GRAF. Naturellement. Car la même question

fondamentale anime Vincent et le GRAF : " Peut-on continuer à observer tranquillement des paysans incapables de se défendre sur des sujets aussi cruciaux ? ".

Aujourd'hui, en poste au Sénégal, Vincent se dit satisfait du chemin parcouru. Le GRAF pousse des racines qui s'enfoncent ... dans les consciences ". Le Groupe diffuse des informations, identifie les personnes ressources et facilite les échanges », énumère Vincent, citant les forces de l'organisation. Mais le chemin à parcourir est semé d'embûches. « L'association doit s'ériger contre le conformisme ambiant en interpellant sur les questions foncières et les problématiques liées à la décentralisation. Le GRAF doit se forger des positions claires en y associant les médias ». En clair, il s'agit pour le Graf d'assumer plus de responsabilités sans perdre ce qu'il est : un poil à gratter, un éveilleur de consciences.

Le Graf doit à Basserie le financement du lexique du foncier dans les langues nationales et de la base des données sur le foncier, que vous découvrirez dans nos prochaines éditions. ●

GEKE APPELDOORN

Partisane du genre, pas féministe

Geke Appeldoorn défend la cause des productrices agricoles sans tomber dans l'excès. Femme de dossier, elle sait convaincre, arguments chiffrés et faits indiscutables à l'appui.

En poste au Burkina depuis 1996, Geke exerce ses fonctions d'agronome dans l'ouest du pays. Elle ne tarde pas à constater les difficultés

qu'éprouvent les femmes non seulement pour accéder à la terre mais surtout pour jouir d'une réelle sécurité sur leurs parcelles. Son intérêt pour le genre ne date certes pas de ce constat, mais cette réalité va davantage la pousser à s'intéresser à l'équité hommes femmes. En dépit de son rôle essentiel dans la production agricole, la femme est une éternelle laissée-pour-compte. « Dès

qu'il y a pression foncière, elles sont dépossédées les premières », dit-elle. En cause : les traditions et les lois inapplicables. Un changement s'impose



certes, mais comment faire bouger les choses? Ne pouvant y parvenir seule, elle tente de créer ce qu'elle appelle « une dynamique de discussion », qui ne rencontre aucun écho. Puis, elle découvre le GRAF. « C'était le cadre idéal pour donner corps à cette idée », dit-elle.

Au sein de la commission genre et foncier qu'elle anime avec Zeneb Touré et quelques autres, elle contribue à donner un contenu à la vision du GRAF en genre et foncier. Son engagement en vue d'influencer les politiques dans ce domaine du foncier n'en fait pas pour autant une activiste échevelée. Comment réussit-elle ce tour de force ? Est-ce le devoir de réserve liée à sa fonction de conseillère genre au secrétariat permanent des politiques sectorielles agricoles, poste qu'elle occupait jusqu'en décembre dernier ? « J'évite le militantisme et la revendication », dit-elle. Pragmatique et partisane du changement, quelle veut global, elle pense que le vrai combat consiste à outiller les femmes pour qu'elles puissent participer à la prise de décision. « Il faut qu'elles disent leur mot et qu'elles ne servent pas seulement de décor, comme c'est souvent le cas », analyse-t-elle. Geke estime que le sort fait aux femmes rurales peut créer de l'émotion, pour ne pas dire de la révolte. Pour autant, elle conseille de savoir raison garder. C'est ce qu'elle tente de faire avec une certaine réussite. En attendant d'un poste ailleurs en Afrique ou en Europe, Geke continue de consacrer une partie de son temps au GRAF. ●

HERMANN GRELL

Le baobab du Sahel

Ses proches le décrivent comme un homme de conviction, porteur de changement dans la discrétion. Il fut l'un des tout premiers à insister au sein du Graf sur la question identitaire : qui sommes nous? Que cherchons-nous en nous mettant ensemble?

Si pour de nombreuses personnes, le foncier constitue une mode, il en va autrement pour le Dr Herman Grell. Dès les années 1994 – 1995, cet homme à la silhouette massive et à la grande sagesse, engage le débat sur le foncier et le pastoralisme au sein de la GTZ. Sa réflexion sur la sécurisation des éleveurs fait école. Elle alimente la conception du PRASET, un programme sur la transhumance, qui prône, chose nouvelle pour l'époque, un dialogue avec les pasteurs.

Universitaire et donc théoricien par formation, il est aussi à l'aise sur le terrain. Il va ainsi mettre en œuvre à Dori, le Projet Sahel burkinabé (PSB) pour le compte de la GTZ. Il relève une contrainte majeure : l'inadaptation de la législation. En effet, l'activité pastorale n'est pas reconnue comme une forme de mise en valeur contrairement à l'agriculture. Avec son équipe de jeunes cadres burkinabé, il développe une approche participative qui aboutit à l'établissement de conventions locales tendant à sécuriser les éleveurs.

Les chemins du GRAF et du Dr Grell vont se rencontrer tout naturellement. Associé à la réflexion du CILSS qui encourageait la recherche et la création de réseaux sur le foncier, il met en place, à Dori, où il est en poste, un groupe informel. De son côté Hubert Ouédraogo anime Landnet Burkina, section Afrique de l'ouest. Les deux hommes se croisent, donnant ainsi naissance à ce qui allait devenir le Graf. Nous sommes dans les années 1996. Hubert Ouédraogo se souvient : « Le Dr Grell nous a beaucoup aidé à nos débuts en mettant à notre disposition une salle pour nos réunions ». C'était l'époque héroïque où les présidences au sein du Graf étaient tournantes. Une façon de responsabiliser tous les membres et de



créer l'esprit GRAF.

Très porté sur la communication, le Dr Grell ne compte pas son temps quand il s'agit de discuter de la maquette du Graf Infos. Il prend part activement aux échanges sur le logo de l'organisation. Mais sa contribution à l'évolution du GRAF se situe ailleurs. « Il a joué un rôle moteur pour nous aider à trouver des principes efficaces », admet Hubert Ouédraogo. Des mois durant, la poignée de membres travaille sur ce qu'on appelle alors le profil GRAF. Sans la bonne conduite de cet exercice, le GRAF n'aurait pas cette base solide que beaucoup d'autres organisations lui envient. Une bonne partie du mérite en revient au Dr Grell, aujourd'hui en poste au Mali, après avoir dirigé la mission allemande auprès du CILSS. ●

A LIRE

dans le Graf Infos spécial JNF

Pour tout savoir sur les thèmes débattus, les résultats des travaux, les nouvelles pistes de réflexion ...

Une initiative qui vient à son heure

Activité majeure du Graf, le programme de suivi des indicateurs sur le foncier vient de livrer ses premiers résultats. MM. Jean Marie Dabiré, de la Coopération suisse, et Bassiaka Dao et Eloi Nombé, deux leaders paysans apprécient la pertinence du programme.

JEAN MARIE DABIRÉ

Des résultats probants

La coopération suisse soutient financièrement le programme des indicateurs sur le foncier. Son chargé de programmes, Jean Marie Vianney Dabiré, motive l'engagement de son institution aux côtés du Graf. Il se félicite des résultats obtenus par l'ONG, qu'il cite en exemple. Son point de vue à l'issue de la phase pilote.



"Notre appui au renforcement des capacités de la société civile, dont le GRAF pilote

un des réseaux, vient d'un constat : dans le processus CSLP (Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté) et d'une façon générale dans les politiques publiques, l'intervention de la société civile est généralement faible ou qualitativement discutable. La Suisse s'est engagée, après une évaluation de la situation, à intervenir dans le renforcement des capacités de la société civile

par thématique. Le but : lui permettre de jouer un plus grand rôle dans les politiques publiques, mises en œuvre en faveur des populations. Les organisations de la société civile connaissent les réalités du terrain. Elles peuvent donc refléter ces préoccupations dans les politiques publiques. Lorsqu'elles sont absentes du débat sur ces questions ou lorsqu'elles sont faiblement impliquées,

les préoccupations du terrain sont perdues de vue. Avec un risque majeur : les populations ignorent ce qui se fait par les politiques et lorsqu'elles en ont conscience, elles ne peuvent pas avoir un droit de regard sur ce qui se met en œuvre. De sorte que le contrôle fait par les populations n'est pas effectif. Et si en plus, le contrôle fait par les institutions républicaines ne l'est pas, on court

Suite et fin de l'éditorial

- priorité du point de vue des acteurs de la société civile (attention accordée aux indicateurs d'accessibilité aux services, de satisfaction vis-à-vis des services offerts, de changements et d'effets induits par les services offerts) ;
- importance des indicateurs de résultat systématiquement présents dans les tableaux des différents réseaux ;
- nécessité de la collecte, lorsque les données sont inexistantes ou peu fiables : une préoccupation absente dans le processus de collecte systématique au niveau officiel
- utilisation des données déjà existantes et fiables (importation dans sa base pour suivre et produire les analyses souhaitées ; collecte de données existantes mais non classées ou non accessibles).

Le programme ambitionne de cumuler la collecte de données quantitatives avec des enquêtes qualitatives (études, recherches, réflexions collectives...) permettant d'élucider les raisons des constats faits et pour mieux identifier d'autres alternatives.

En ce sens, il se veut un système complémentaire du dispositif national, lui permettant de contrôler, d'alerter, de conduire les évaluations approfondies, de formuler des propositions en conséquence ; d'être efficace dans la participation. S'il n'a pas de validité au plan national, puisque toutes les régions ne sont pas couvertes. Mais la couverture rigoureuse de trois à quatre régions donnera une image relativement fidèle

de l'état de ces indicateurs dans le pays.

Plus qu'un dispositif des organisations de la société civile pour le suivi du CSLP, il s'agit de renforcer leur capacité à construire un système indépendant de monitoring et évaluation complémentaire du dispositif officiel.

Le dispositif se fonde sur des appuis d'experts (informaticien et statisticien) en vue d'en assurer toute la rigueur indispensable. Il s'appuie sur un réseau de personnes ressources implantées dans les régions faisant l'objet des collectes de données. L'action se mène dans le cadre d'un réseau d'associations des organisations faitières de producteurs (le CPF notamment), des associations de femmes également.

Le plus important à ce stade, consiste, non pas à s'accrocher aux chiffres énoncés, mais de comprendre que l'on dispose d'un outil et d'un dispositif permettant d'examiner des indicateurs illustrant l'efficacité des actions vis-à-vis de la question foncière. L'important réside dans le suivi de l'évolution de telles données d'une année à l'autre, auprès d'une même population (au sein de laquelle on dispose d'un échantillon représentatif). Il s'agit de fait d'un observatoire qui se construira et permettra un suivi évaluation indépendant de la Politique nationale de Sécurisation foncière en Milieu rural, en cours d'élaboration. ●

vers un échec de ces politiques.

A l'analyse, une des causes de la faible participation de la société civile réside dans le fait qu'elle ne dispose pas d'informations suffisantes pour pouvoir contribuer au débat. Procéder, comme l'a fait le GRAF à une identification des indicateurs est essentiel. Arriver à renseigner ces indicateurs et à porter les résultats aux autorités publiques et autres composantes de la société civile comble un vide. Si ces indicateurs sont pertinents, ils peuvent influencer les indicateurs du CSLP et, d'une façon générale, le débat sur les politiques publiques.

Nous sommes en phase pilote, il faut prendre les résultats avec beaucoup de précautions. Mais nous pouvons déjà faire un constat majeur : avec un accompagnement, les organisations de la société civile sont capables de construire une base de données, de la renseigner et de disposer de repères pour les discussions.

Une préoccupation nous tient à cœur : celle liée à la prise en compte du genre. L'exemple du réseau foncier rural avec le GRAF comme chef de file a montré que cette organisation dispose des compétences internes en lien avec cette préoccupation. Que ce soit à travers la structuration du comité de pilotage, le choix des indicateurs, l'échantillonnage ... le genre a été pris en compte.

Tout cela nous inspire à faire de même avec les autres réseaux. C'est pourquoi nous pensons que le GRAF, en tant que chef de file et aussi en tant que structure ayant des compétences internes dans ce domaine, peut aider à impulser les autres réseaux ». ●



Un périodique

de référence

**pour valoriser vos points de vue
et vos travaux sur le foncier.**

Ses colonnes vous sont ouvertes.

BASSIAKA DAO ET ELOI NOMBRÉ

“ Un baromètre pour éviter de jouer aux pompiers ”

Les organisations paysannes sont avides d'informations fiables sur le foncier. C'est ce qui ressort du point de vue de deux leaders de la Fédération nationale des producteurs agricoles du Burkina, la FEPAB. MM Eloi Nombre et Bassiaka Dao, respectivement secrétaire général et président de cette fédération, considèrent que les indicateurs sur le foncier facilitent leur travail de lobbying auprès des autorités. Les deux hommes sont aussi membres du bureau de la Confédération paysanne du Faso, le porte voix politique des paysans burkinabé.



Bassiaka Dao



Eloi Nombre

« Les indicateurs sur le foncier nous permettent de connaître la situation réelle du foncier : celle des femmes, des jeunes, des migrants, des exploitants agricoles ... Nous disposons aussi d'information sur la proportion des terres attribuées, leur mode d'attribution, l'importance des conflits et la façon dont ils sont gérés. Le fait d'avoir des indicateurs sur ces différents éléments nous permet en tant qu'OP de dire devant l'Etat, les partenaires techniques et financiers : « voilà la situation dans telle région ». On peut le dire avec certitude et tirer sur la sonnette d'alarme pour essayer d'anticiper les problèmes. Il ne faut pas attendre que les problèmes surgissent pour commencer à jouer aux pompiers. Par exemple, on dit que les agrobusi-

nessmen détiennent des superficies énormes. Mais quel est l'état des lieux de ces superficies ? Il n'existe pas de données chiffrées, encore moins de proportion. Quelles sont exactement les terres cultivables au Burkina ? Si on a la situation réelle, les terres exploitées, le potentiel existant, on peut dire à l'Etat : « voilà ce que nous proposons, voilà l'orientation pour faire avancer la situation ». Les indicateurs sur le foncier constituent un baromètre qui permet de dire : « attention, réveillons nous ! Dans telle ou telle localité, la situation est grave. Voilà comment les autorités gèrent les conflits, voilà comment les terres sont gérées, voilà les problèmes que les exploitants, les migrants, les femmes, les jeunes vivent. Ça nous permet d'attirer l'attention de nos autorités ». ●

LA PAROLE AUX PARTENAIRES

Plusieurs institutions appuient le GRAF pour la mise en œuvre de ces programmes. A l'occasion de la sortie de ce numéro bilan, qui clôt 2005, nous avons souhaité les entendre. Cet exercice, qui débute avec Oxfam Solidarité Belgique, se poursuivra au fil des numéros de Graf Infos avec divers autres interlocuteurs.

Daniel Blais, Oxfam Solidarité Belgique

« Le Graf en phase avec notre vision sur la souveraineté alimentaire »

« Oxfam Solidarité, se fixe pour mission principale d'appuyer les aspects de souveraineté alimentaire en Afrique de l'ouest, donc au Burkina Faso. En lien avec la souveraineté alimentaire, nous travaillons avec des mouvements paysans qui s'impliquent dans la défense de l'exploitation agricole familiale. C'est l'enjeu que l'on voit au niveau des pays de la sous région. Et les questions foncières font éminemment partie du débat autour de l'exploitation agricole familiale. Nous

considérons la problématique foncière comme un enjeu important dans la sous-région et plus particulièrement dans les pays du Sahel, pour les raisons que le GRAF connaît.

L'intérêt de travailler avec le GRAF c'est d'appuyer une structure intermédiaire qui s'intéresse au foncier et qui peut directement appuyer les mouvements paysans dans le but de favoriser une meilleure sécurisation foncière à leur profit. Car c'est la question qui intéresse Oxfam. Si on peut garantir une

Suite de l'article " Des faits et des chiffres "

compétition avec les nouveaux acteurs ...

Les premiers dépouillements des milliers de fiches recueillies dans les 6 provinces tests (Kompienga, Seno, Banwa, Houet, Comoé, Ganzourgou) laissent aussi percevoir que les conflits fonciers sont gérés dans l'ordre par les coutumiers, l'administration. Les CVGT viennent en dernière position. Seulement 36% des personnes interviewées estiment que l'action de l'Etat en matière de prévention des conflits est satisfaisante.

Bien que ces premiers résultats constituent une réelle avancée en matière de connaissance des questions foncières, le GRAF reconnaît que certaines données ne sont pas significatives d'un point de vue statistique. Les travaux menés dans une seule province par région ne permettent pas une extrapolation. Un motif de satisfaction toutefois : le recueil a pu se faire, malgré les appréhensions des débuts. En effet, vu

la délicatesse de la question, obtenir l'adhésion des populations n'allait pas de soi. Comment amener son interlocuteur à apprécier le jugement rendu par le responsable coutumier ou l'administration ?

Pour faciliter la collecte des données, le programme a fait appel à des enquêteurs résidant dans les localités et connaissant bien les personnes influentes du village. Elles ont ainsi pu bénéficier de l'appui des délégués administratifs de village et des responsables coutumiers pour mener à bien la collecte.

Pour la suite du programme, une phase 2 est prévue sur 2 ans et demi à 3 ans. Tirant les leçons de l'expérience, le GRAF envisage au préalable la sensibilisation des populations pour une mise en confiance. Il est aussi prévu d'élargir le programme à d'autres départements des provinces pour rendre les données statistiquement significatives. ●



sécurisation foncière paysanne, nous disons que l'agriculture familiale pourra aller de l'avant.

Nous appuyons le GRAF depuis quelques années déjà. Au départ, le réseau était assez informel. C'étaient les débuts. De plus en plus, le Graf tient compte des enjeux des organisations paysannes.

En terme de collaboration, nous sommes satisfaits de ce qui se passe depuis deux ans. L'autre élément concerne le partenariat GRAF-Atelier Théâtre Burkina, qui travaillait sur les questions de sensibilisation à la demande d'Oxfam. Cette année, le Graf travaille directement avec l'ATB. Ce fut le cas pendant les JNF où le GRAF de sa propre initiative a invité l'ATB ". ●



Bulletin de liaison du Groupe de Recherche et d'Action sur le Foncier
Tél. 50 34 14 57
E-mail: graf@liptinfor.bf

Directeur de publication
Dr Daniel Thiéba

Coordonnateur de la publication
Souleymane Ouattara

Rédaction
Boureima Salouka, Assèta Diallo,
Virginie Sermé
et les membres du GRAF

Maquette, photos & impression
Jade Production

Ce numéro a été tiré à 800 exemplaires. Il en existe une version électronique téléchargeable sur le site du GRAF.

<http://graf.zcp.bf>